



MISSION GUADELOUPE - HAÏTI

26 juin > 13 juillet 2017

Rapport synthétique

*Rencontres avec des partenaires d'associations membres
Animation du projet CRASH en Haïti
Rencontre avec le représentant du CHF en Haïti
Rencontres avec les acteurs du projet COMOSEH
Suivi des partenariats autour de la défense des droits avec Veterimed,
le Groupe Medialternatif et le GARR*

Rédigé par :
Céline Deboffe, coordinatrice
& Maïa Nardelli, chargée de mission

Août 2017

TABLE DES MATIERES

AXE 1 : Informer sur la situation en Haïti	2
Situation politique.....	2
AXE 2: Animer le réseau associatif	2
Projet CRASH	2
Capitalisation sur les projets soutenus en Haïti	2
rencontres avec des partenaires du projet	4
Projet COMOSEH.....	6
rencontre avec le grahn & referans – regroupement des enseignants du fondamental pour une education renovee par des actions nouvelles et solidaires	6
Rencontre avec les ecoles de la zone desdunes/dessalines	7
AXE 3: Soutenir la société civile haïtienne et les droits humains.....	8
Partenariat avec le Groupe Medialternatif	8
La demarche de capitalisation en haiti	8
Partenariat avec Veterimed	8
Actualites de veterimed	8
Actualites du programme lèt agogo.....	9
Relance du programme Manman Bef	9
Visite de terrain.....	10
Partenariat avec le GARR	10
Actualites sur la situation des migrants haïtiens dans les ameriques.....	10
Projet d’appui aux migrants haïtiens dans les territoires français.....	11

AXE 1 : INFORMER SUR LA SITUATION EN HAÏTI

D'après des échanges avec Gotson Pierre du Groupe Médialternatif et Lorraine Mangonès de la Fokal

SITUATION POLITIQUE

Gotson Pierre et Lorraine Mangonès ont partagé avec nous leur expertise sur la situation socio-économique et politique actuelle en Haïti.

Avec une nouvelle administration et la plupart des institutions qui sont en place depuis six mois, la situation politique paraît apaisée. Malgré des réactions de rejet dans les collectivités, les élections locales ont été achevées pour la première fois en 30 ans. Néanmoins, cette charpente institutionnelle se doit d'être finalisée par la constitution, qui ne peut avoir lieu à cause des remous au Parlement.

Il n'y a pour l'instant pas de projet moteur palpable, et la tentative de rupture n'est pas à l'ordre du jour. Pour l'instant, on ne sent pas de velléité de la part de l'opposition, malgré le besoin d'équilibre entre action gouvernementale et critique constructive pour assurer la démocratie.

Les secteurs socio-économiques connaissent encore des troubles importants, et la vitalité des revendications en termes de droits humains est palpable. Les grandes inégalités dans l'accès aux services et aux biens, qui dépend directement du pouvoir d'achat et donc de la capacité à vivre dans le pays, favorisent les tensions dans les rapports sociaux. Des demandes s'expriment en termes de conditions de travail : depuis le mois de mai 2017, un mouvement de revendications ouvrières pour l'augmentation du salaire journalier mobilise fortement. Face à ces revendications, la question est de savoir si les dirigeants en place ont la capacité d'écoute de cette vague de fond, qui n'est que la pointe de l'iceberg. Car c'est l'absence de réponse qui entraîne l'émigration. Si la diaspora supporte largement l'économie du pays, la situation des migrants haïtiens à l'étranger reste pour la plupart précaire.

Dans cette atmosphère, les initiatives souffrent. Le contexte ne favorise ni leur pérennité, ni des résultats concrets qui aillent dans le sens du progrès. « Comment peut-on avoir un projet de vie en Haïti ? ».

Jovenel Moïse a récemment lancé ses Caravanes du changement. Ces opérations coup de poing ont eu tout d'abord lieu dans l'Artibonite, avant d'être lancées dans le sud du pays. Un certain flou entoure ces initiatives, notamment concernant les interventions et leurs impacts prévus sur les moyen et long termes, ainsi que les investissements pour y parvenir. Le projet d'électricité 24h/24 pose également question sur la mise en œuvre et son financement, jusqu'alors non communiqués.

Pour maintenir des ouvertures démocratiques, les enjeux se concentrent autour de la prise de conscience, la mobilisation de tous les partis politiques, ainsi que la constitution du conseil électoral permanent. Si cette structure se stabilise, cela tendra à stabiliser également les futures élections.

La société civile a plus que jamais un rôle à jouer dans le processus de décentralisation, afin d'assurer aux collectivités la possibilité de réaliser un développement local endogène.

AXE 2: ANIMER LE RESEAU ASSOCIATIF

PROJET CRASH

CAPITALISATION SUR LES PROJETS SOUTENUS EN HAÏTI

RENCONTRE AVEC FONHSUD, SOUTENU PAR L'ASSOCIATION DESIR D'HAÏTI, MEMBRE DU CHF

L'association FONHSUD, Fond Haïtien d'Appui au Développement du Sud, existe depuis 20 ans. Cette organisation est née de l'initiative de prêtres de Vieux-Bourg d'Aquin, et notamment du Père Tilus, avec pour objectif d'apporter des réponses face aux difficultés rencontrées par les communautés paysannes. Auparavant composée de 9 salariés, l'association n'en compte aujourd'hui plus que 4 suite à l'arrêt en 2012 du soutien du CCFD-Terre Solidaire. Pour pallier le manque, FONHSUD fait appel à des prestataires de façon ponctuelle.

Projet de soutien au Mutuelle de Solidarité

La sphère d'intervention principale de FONHSUD se situe dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, en accompagnant la création de mutuelles de solidarité (MUSO) avec les paysans qui s'engagent bénévolement. Ces derniers économisent et versent chaque mois une somme définie au préalable à la MUSO dont ils font partie. Après priorisation, les MUSO décident de prêter un certain montant à l'un des membres pour réaliser un projet agricole ou de petit commerce. Le taux d'intérêt n'excédant pas les 2%.

Pour accompagner la création et le fonctionnement de ces MUSO, FONHSUD fournit des outils (livrets d'épargne par exemple), offrent des formations (en comptabilité notamment) et apporte un appui au suivi.

Aujourd'hui, FONHSUD accompagne 150 MUSO, elles-mêmes composées de 15 à 25 membres qui cotisent en moyenne 200 gourdes par mois. Ses interventions se concentrent dans le Sud et dans les Nippes, où la population rurale y est vulnérable (Fond des Nègres, Cavaillon, Chandal, Saint Louis, Torbeck, Camp Perrin, Maniche).

Le passage de l'ouragan Matthew en octobre 2016 a touché des zones concernées par les projets de l'association. FONHSUD a réagi en apportant des kits alimentaires pour les paysans contenant du riz, du sucre, des spaghettis et de l'huile, grâce aux dons récoltés. Pour les MUSO victimes de l'ouragan (environ 15), l'association a également mis en place un processus de renforcement des portefeuilles sous forme de prêts à taux 0 pour une durée de 6 mois. Cette démarche a été lancée en avril 2017 et, selon les résultats, la volonté de FONHSUD serait de la répliquer.

Projet de reboisement

L'environnement et l'agriculture reste au cœur de leurs actions puisque l'association œuvre pour la conservation des sols en favorisant les plantations d'arbres fruitiers et forestiers.

Projet d'accès à l'eau

FONHSUD intervient également dans les domaines de l'eau et de l'assainissement par la mise en place de 18 citernes, projet soutenu par le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF).

Projet de renforcement des capacités paysannes

FONHSUD renforce les capacités des paysans en distribuant des charrues et des bœufs à des associations paysannes. Dans le but d'impulser un développement local par le biais de l'épargne sur pied, un projet de distribution de caprins à des paysans a vu le jour dans les Nippes. 32 chèvres et 2 boucs pour 14 bénéficiaires membres d'une MUSO.

Partenariat avec l'association Désir d'Haïti:

Le partenariat avec Désir d'Haïti est né d'une rencontre avec des voyageurs en 1997, tout de suite après la création de FONHSUD. En avril 2017, les organisations fêtaient leurs 20 ans de partenariat. L'association Désir d'Haïti fait le pont pour trouver des bailleurs, afin de financer les micro-projets. FONHSUD identifie des projets prioritaires dans les zones d'intervention, puis envoie les informations à Désir d'Haïti, qui à son tour achemine les propositions vers les bailleurs (Guilde Européenne, mairies...). Le Syndicat des Eaux d'Ile-de-France (SEDIF) a par exemple financé la mise en place des citernes.

Les partenaires entretiennent des relations étroites : visites de l'association française régulières, convention de partenariat établie, échanges réguliers. FONHSUD essaye au mieux d'évaluer l'impact

de tous leurs projets en organisant des rencontres régulières avec les bénéficiaires. La philosophie de l'association à travers ses nombreux projets est de réaliser des activités génératrices de revenus pour financer leurs activités sociales.

RENCONTRES AVEC DES PARTENAIRES DU PROJET

RENFORCEMENT DES ECHANGES FRANCO-HAITIENS

RENCONTRE AVEC CLAUDE CALIXTE, REPRESENTANT DU CHF EN HAITI

Le CHF souhaite cette année améliorer sa visibilité en Haïti et être plus près du terrain, afin de pouvoir appuyer au mieux son réseau. Pour ce faire, Claude Calixte, professeur de philosophie à l'École Normale Supérieure d'Haïti, a été recruté pour être le représentant du CHF en Haïti. La mission de la coordination a permis d'en savoir plus sur ses compétences et ses aspirations, et d'échanger autour des divers axes de travail du CHF en émettant des propositions d'activités. Cela a également été l'occasion de l'introduire auprès des partenaires du CHF que sont Veterimed, le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), le Groupe Médialternatif, ainsi que de participer à des rencontres officielles avec l'Ambassade de France en Haïti et France Volontaires.

Sa fonction remplira de multiples facettes :

Assurer le suivi de projets d'associations membres en Haïti

Claude Calixte sera à disposition des associations membres du CHF pour répondre à leurs sollicitations concernant la mise en œuvre des projets avec leurs partenaires haïtiens. Ainsi, il pourra faciliter démarches administratives et remontées d'informations, permettant d'aller plus loin dans les relations partenariales.

Renforcements des liens avec les partenaires historiques du CHF

Par sa présence en Haïti, Claude Calixte va permettre de renforcer les rapports avec les partenaires historiques du CHF en incarnant un intermédiaire disponible qui pourra accompagner nos partenaires dans certaines activités.

Impulser la dynamique de réseau en Haïti

L'un des enjeux les plus importants pour le représentant du CHF en Haïti est d'impulser une dynamique de réseau entre les partenaires d'associations membres en Haïti. En effet, le pays connaît une multiplicité d'organisations émanant de la société civile qui restent néanmoins assez isolées. Travaillant souvent sur des thématiques communes comme l'éducation, l'environnement, le développement rural etc., la mise en réseau de ces organisations locales favorisera l'échange d'expérience, la mutualisation des savoirs voir des moyens et cela dégagera de nouvelles possibilités grâce au « faire ensemble ». Ces rencontres entre partenaires créeront des liens endogènes et feront l'objet de produits de capitalisation, toujours dans le but d'assurer la transition entre les expériences et la connaissance partageable.

Et pour la suite ?

La mission de Claude Calixte est pour l'instant prévue sur une période de 6 mois (jusqu'en décembre 2017) à hauteur de deux jours par semaine, renouvelable. Ses activités seront priorisées en chaque début de mois afin de répondre efficacement aux différentes préoccupations, que ce soit du CHF ou de ses associations membres. La vision sur le long terme serait de passer d'un représentant du CHF en Haïti, à une réelle structuration de réseau d'un CHF haïtien.

RENCONTRE AVEC FRANCE VOLONTAIRES

Profitant de la présence du représentant du CHF en Haïti, Mamadou Ndour Camara, directeur de France Volontaires Haïti a présenté le fonctionnement de France Volontaires : opératrice du ministère de l'Europe et des affaires étrangères français en matière de volontariat, France Volontaires est une émanation d'une ancienne organisation mise en place en 1963 sous le Général de Gaulle dans le but de permettre à des jeunes de manifester leur engagement avec les populations du sud et de témoigner de leurs expériences à leur retour en France. Jusqu'aux années 80, les principales missions des volontaires de l'époque était d'apporter leur contribution à la construction d'infrastructures (santé, éducation, assainissement...). Puis, avec l'émergence d'une société civile dans les pays concernés, et donc l'émergence de compétences et de capacités, France Volontaires jusqu'ici opérateur de projet évolue et fait porter les projets par les partenaires locaux. Depuis, le spectre du volontaire s'est élargie (volontaire d'échange de compétences, service civique, volontaires internationaux d'entreprise, d'administration...).

France Volontaires est présent en Haïti depuis 1980 dans le but de promouvoir l'ensemble des formes de volontariat et leur amélioration.

Les liens entre France Volontaires et le CHF n'ont jamais été aussi forts que depuis l'accueil en septembre 2016 de Bettina Désir, l'une des premières haïtiennes en volontariat de service civique (VSC) de réciprocité. L'expérience a été très positive pour le CHF, avec un appui essentiel de la part de France Volontaires, notamment pour la préparation au départ et les démarches administratives. A la Journée des Volontaires organisée le 27 mai 2017, Bettina a eu l'occasion de témoigner de son expérience. France Volontaires souhaite être dans cette logique de développement de ces partenariats, avec des relations plus intenses.

Fort de cette démarche (échange interculturel, fédération de la diaspora haïtienne, création d'un dynamisme autour du cycle de conférence-débats « Ayi'ti koze sou... ! »), le CHF souhaite systématiser le volontariat de réciprocité au budget du projet qui fera suite au projet CRASH, en avril 2018. Pionnier de la démarche, France Volontaires souhaiterait que le CHF réalise une note sur les démarches administratives françaises de l'accueil d'un service civique de réciprocité.

VISIBILITE INSTITUTIONNELLE DE CRASH EN HAITI

Afin d'assurer l'utilisation et la participation à l'alimentation du centre de ressources en ligne en Haïti, le CHF a rencontré différentes institutions dans le but de trouver des organismes sur le terrain qui pourraient se faire relais et assurer la promotion de cet outil en Haïti. En effet, l'enjeu est que le centre de ressources en ligne incarne une plateforme d'information sur Haïti dont l'accès est souvent délicat. Cet outil qui présentera également des produits de capitalisation sera également un levier essentiel pour la structuration d'un réseau associatif de solidarité en Haïti.

RENCONTRE AVEC LE SERVICE DE COOPERATION ET D' ACTIONS CULTURELLES

Le CHF a introduit Claude Calixte auprès de l'Ambassade de France en Haïti, ce qui a permis de revenir sur les perspectives de la suite du projet CRASH concernant la structuration des organisations haïtiennes et l'émergence d'une future « association sœur » en Haïti. A ce sujet, le SCAC nous informe d'un appel à projet par l'Ambassade de France directement à destination de la société civile, PISCAA, dans le but est de créer du lien entre les organisations de la société civile (OSC) et les autorités locales. Le SCAC nous informe également que cet appel à projet concernant des structures associatives haïtiennes ayant plus de trois années d'existence.

Cette rencontre nous a également permis de présenter le centre de ressources, le projet COMOSEH.

RENCONTRE AVEC L'ALLIANCE FRANÇAISE DE JACMEL

Présente depuis plus de 80 ans en Haïti, l'Alliance Française de Jacmel diffuse la langue française et les cultures francophones. Elle s'inscrit dans un réseau de cinq Alliances Françaises en Haïti (Cap-Haïtien, Les Cayes, Gonaïves et Jérémie). Avec l'Institut Français de Port-au-Prince, ces établissements représentent le seul réseau culturel franco-haïtien reconnu internationalement. Les établissements de ce réseau sont soutenus par l'Ambassade de France en Haïti.

En proposant des cours de français, des activités culturelles et en animant une médiathèque, l'Alliance Française en Haïti serait un canal de diffusion d'information intéressant pour le CHF. Des perspectives d'accrocher des affiches présentant le centre de ressources au sein de leur bibliothèque et d'organiser un atelier sur le centre de ressource en ligne lors d'une prochaine mission ont été évoquées.

RENCONTRE AVEC LE GAPE

Le Gape renouvelle son implication dans l'organisation du festival Alternatiba en Haïti, à travers un collectif Alternatiba Haïti au sein duquel existent 12 commissions. Le rassemblement aura lieu cette année les 8 et 9 décembre au terrain de l'Athlétique d'Haïti à Cité Soleil. Les initiatives locales pour le climat seront à l'honneur. Mandaté par les Nations Unies, le Gape souhaite structurer un réseau national des communautés de base, faisant écho à la vision stratégique du CHF sur le long terme en Haïti. Le CHF propose de relayer l'appel à participation au festival Alternatiba en Haïti auprès du réseau. En effet, cette manifestation pourrait intéresser des partenaires d'associations membres.

En parallèle, le Gape poursuit ses actions de sensibilisation à l'environnement. Il offre des formations éducation à l'environnement aux enseignants. Le GAPE a lancé une pétition pour exiger l'interdiction des assiettes en styrofoam, ces bwat manje qui bouchent les égouts, ne se décomposent pas ni ne se recyclent, dont la fumée est toxique et qui sont donc une source importante de pollution. Le GAPE demande de faire appliquer l'arrêté ministériel du 10 juillet 2013 qui interdit de produire, d'importer, de commercialiser et d'utiliser, sous quelque forme que ce soit, des sacs en polyéthylène et objets en polystyrène expansés (PSE ou PS ou styrofoam) à usage alimentaire unique, tels que plateaux, barquettes, bouteilles, sachets, gobelets et assiettes ». Alterpresse en a fait l'objet d'articles les 9 août 2012 et 10 juillet 2013. Le CHF a tout de suite proposé au Gape de relayer cette pétition au sein de son réseau, à travers par exemple la lettre aux membres.

PROJET COMOSEH

RENCONTRE AVEC LE GRAHN & REFERANS – REGROUPEMENT DES ENSEIGNANTS DU FONDAMENTAL POUR UNE EDUCATION RENOVEE PAR DES ACTIONS NOUVELLES ET SOLIDAIRES

Une rencontre a été organisée avec GRAHN et Referans, membre du consortium du projet COMOSEH. Cette réunion de travail a permis d'approfondir l'organisation qui sera nécessaire à la mise en œuvre du projet sur le terrain.

Présentation de Referans

Le syndicat Referans présente une structuration de leur réseau très organisée. Le comité national de Referans est composé de 9 membres, ensuite il y a des comités départementaux et pour chaque département, des comités de 5 membres. Dans chaque commune, il y a des sections communales. Ils sont présents dans les 10 départements mais pas dans toutes les communes. Tous les membres confondus, ils sont environ 600 ou 700. Referans est actuellement en campagne pour chercher des nouveaux membres actifs (actuellement 300). Referans a déjà travaillé avec Defi pour des essais expérimentaux (formation de 60 membres) et est actuellement en partenariat avec Haïti Futur pour

la formation numérique et avec Enseignants Sans Frontières. Il existe 36 EFFACAP, qui sont des organismes de formation et de stage pour tous les enseignants, du privé ou du public.

Présentation du GRAHN

Le GRAHN est un mouvement citoyen dont les réflexions s'exercent sur des bases scientifiques. Suite à ces réflexions, le GRAHN mets en place des actions concrètes pour changer les pratiques autour de 2 axes :

- La formation. En effet, les haïtiens formés à l'étranger sont très bien formés mais très souvent leur formation est éloignée de la réalité d'Haïti. C'est pour pallier à cela que le GRAHN a créé Istea, reconnu d'utilité publique.
- L'attribution de Prix d'excellence (aujourd'hui 16 prix)

Face à cette présentation, le CHF présente le centre de ressources en ligne et souligne le fait qu'il serait très intéressant d'y intégrer les ressources du GRAHN. GRAHN-Monde est une corporation de régime fédéral organisée en chapitres nationaux ou régionaux. Il intègre également un Observatoire de la reconstruction, un Fonds de développement d'Haïti, et une Internationale des Ami(e)s d'Haïti. GRAHN Haïti est composé de 5 chapitres (Cap-Haïtien, Cayes, Fort Liberté, Gonaïves, Hinche).

Point sur le projet COMOSEH

Régis Ponthieux ouvre la réunion en faisant un point sur l'actualité du projet COMOSEH : déposé à l'AFD, les partenaires attendent le résultat de la commission de sélection en octobre. Les activités en cours marquent la préparation du projet, la réalisation n'étant pas encore financée. Le projet consiste en la modernisation de 10 écoles par an sur une période de 3 ans. Ces écoles bénéficiaires se trouvent sur l'ensemble du territoire, suivant une répartition en quatre zones de huit écoles. Considérés comme des territoires, chaque zone aura une personne - relais territorial qui sera l'interlocuteur du coordonnateur national du projet.



Rencontre avec le GRAHN et REFERANS

RENCONTRE AVEC LES ECOLES DE LA ZONE DESDUNES/DESSALINES

Cette rencontre a été initiée dans le but de faire du lien entre les partenaires du projet COMOSEH dans une même région. Un tour de table a permis de présenter le CHF de façon officielle et chacune des écoles : les écoles de Desdunes sont partenaires de l'AFHAD et les écoles de Dessalines sont en partenariat avec Pays de Savoie Solidaires. A cette occasion, les écoles ont pu indiquer de quelles infrastructures elles disposaient et ont fait un premier pas vers la priorisation des besoins.



Ecole Nationale de Duclos

AXE 3: SOUTENIR LA SOCIÉTÉ CIVILE HAÏTIENNE ET LES DROITS HUMAINS

PARTENARIAT AVEC LE GROUPE MEDIALTERNATIF

La rencontre avec le Groupe Medialternatif a permis cette année l'introduction du représentant du CHF en Haïti, Claude Calixte. Sa présence va permettre d'initier et de favoriser les rencontres, les occasions de partager, et d'assurer une meilleure information sur ce que les structures partenaires entreprennent. L'opportunité d'imaginer des occasions pour faire des choses bilatérales en créant du lien est bien là. Après un point sur l'actualité socio-politique du pays, Gotson Pierre a présenté le Groupe Medialternatif afin que Claude s'imprègne du fonctionnement et de l'éthique militante propre à la structure.

LA DEMARCHE DE CAPITALISATION EN HAÏTI

L'année 2017 a permis d'impulser la dynamique de capitalisation en Haïti, grâce à une mission de volontariat auprès du Groupe Medialternatif. Bénéficiant d'un encadrement supplémentaire de la part d'Echanges et Partenariats, Inès Lopes a donc passé 5 mois en Haïti et a réalisé 3 vidéos de capitalisation de projets de partenaires d'associations membres, à savoir :

- Le foyer Notre Dame de Lourdes, partenaire de l'association Grandir en Haïti
- La fondation Claire Heureuse, partenaire du Collectif Saint Cado Haïti
- L'association des Originaires de Grand Plaine (AOG), partenaire du Cefrepade

Le Groupe Medialternatif a permis l'encadrement sur le terrain de la mission d'Inès, ainsi que l'appui technique pour le tournage et le montage des vidéos. Dans le but de pérenniser la démarche de capitalisation en Haïti de façon plus endogène au réseau des structures partenaires d'associations membres, la personne accompagnant Inès pendant sa mission a été sensibilisée à la capitalisation afin de la répliquer. Gotson Pierre renouvelle son engagement dans cette démarche qui lie la communication et la société civile dans une perspective de construction.

PARTENARIAT AVEC VETERIMED

ACTUALITES DE VETERIMED

PROJET DE RENFORCEMENT DE LA FILIERE AVICOLE

Dans la même logique de renforcement des productions locales dont fait partie le programme Lèt Agogo, Veterimed souhaite lancer un projet de production d'œufs à partir de poules créoles. Actuellement, un grand nombre d'œufs sont importés de République dominicaine de manière illégale. Il y a une forte consommation en Haïti. Certains producteurs locaux existent mais davantage aux abords des grandes villes, et principalement de Port-au-Prince.

Il s'agirait donc d'investir dans des poules pondeuses et de les attribuer à des paysans avec un investissement dans le poulailler. Au bout d'un an, le paysan devrait être en mesure de rembourser le prêt qui lui a été fait via l'investissement.

PROJET DE RELANCE DE L'ELEVAGE DANS LES ZONES IMPACTEES PAR L'OURAGAN MATTHEW

Les 4 et 5 octobre derniers, l'ouragan Matthew a frappé la partie Sud d'Haïti avec une violence extrême (pluies torrentielles, vents de plus de 230 km/h) et générant des dégâts et pertes considérables. Dans le Sud du pays, on a estimé que deux tiers des habitations ont été endommagées ou détruites, 70% du bétail a été décimé et 80% des récoltes sont dévastées.

La gravité des conséquences du cyclone, comme du séisme de 2010, est en partie liée au mal-développement du pays : les obligations historiques du pays de se soumettre aux diktats des nations occidentales, les désastres écologiques, la sur-urbanisation des villes, le défaut d'équipements du pays, les difficultés de la société civile à exercer son pouvoir d'expression... Ainsi, le CHF avait résolument fait le choix d'un investissement financier direct sur place, pour que cela puisse participer à la relance de l'activité économique dans toutes les strates de la société, et que les Haïtiens puissent exprimer leur responsabilité face à l'avenir de leur pays.

En soutenant collectivement un consortium d'ONG haïtiennes, dont Veterimed, le CHF et son réseau avait pris part au projet de réhabilitation du monde agricole et à la reconstitution du cheptel bovin et caprin, source de revenus et d'alimentation pour de très nombreux Haïtiens. Cette démarche visait à répondre à des besoins urgents, mais aussi à construire durablement une agriculture viable et autonome, source de revenus et d'avenir pour les populations rurales. Elle cherche aussi à limiter l'exode rural vers Port-au-Prince que la capitale n'est pas en capacité de gérer.

Après 6 mois de projet et concernant les fonds récoltés par le CHF, le consortium d'ONG a mené un travail sur la commune de Torbeck : sélection de bénéficiaires, formation, appui pour la construction du parc pour les animaux, distribution de 47 animaux. La pression sur le marché est palpable, ce qui a retardé l'achat des animaux. La distribution est actuellement en cours. Les chèvres sont achetées dans les Nippes (Fonds des Nègres, Fonds des Blancs, Saint Michel).

Avec les fonds du CHF, Veterimed souhaite faire un essai : au lieu de distribuer une chèvre individuellement, la formation d'un groupe de producteurs avec la création d'un espace abrité pour 5 chèvres. Mais il est difficile de mettre les terres en commun car les gens sont très attachés à leur parcelle.

Environ 60% des dons du CHF ont été utilisés. Un rapport complet présentant un premier bilan des six mois de projet est disponible sur le site du CHF.

ACTUALITES DU PROGRAMME LET AGOGO

Le programme Lèt Agogo s'essaye à un nouveau contenant qui remplacerait les bouteilles en verre coûteuses et difficile à transporter. Ces nouveaux sont plus intéressants économiquement, mais leur impact environnemental est sous aucun doute négatif. Veterimed réfléchit à leur réutilisation pour les pépinières.

RELANCE DU PROGRAMME MANMAN BEF

RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION

Plusieurs pistes ont été évoquées avec Veterimed afin de relancer la communication sur le nouveau programme Manman Bèf :

- Réalisation de la vidéo de promotion du nouveau programme
- Développement de la campagne en Haïti afin de trouver des investisseurs haïtiens

VISITE DE TERRAIN

RENCONTRE AVEC AJDL ET OJPDR A BELLADERE

Une rencontre a été organisée à Belladère avec les organisations locales gérantes de la laiterie du réseau Lèt Agogo. Le programme Manman Bèf n'est pas développé dans cette zone qui représente, avec l'appui pour le relais de la campagne de la part d'Élevage Sans Frontières, une nouvelle perspective. Une rencontre a donc été organisée sur le terrain afin de discuter des possibilités de mise en œuvre avec les responsables locaux.

La rencontre a eu lieu en présence d'un représentant de l'organisation AJDL, l'Association des Jeunes pour le Développement Local, et d'un représentant de l'OJPDR, l'Organisation de Jeunes Progressistes pour le Développement de Regadère. L'association MFDB, Mouvement des Femmes pour le Développement de Belladère, n'a pas pu être présente.



Visite de la laiterie de Belladère

PARTENARIAT AVEC LE GARR

ACTUALITES SUR LA SITUATION DES MIGRANTS HAÏTIENS DANS LES AMERIQUES

Le 22 mars 2017, le Parlement haïtien a ratifié la Convention des Nations Unies sur la réduction des cas d'apatridie et celle relative au statut des apatrides. L'Etat haïtien doit donc tout mettre en œuvre pour qu'il y ait une réforme au niveau du système d'état civil du pays. La République Dominicaine devrait également ratifier ce document, elle qui a dénationalisé plusieurs milliers de Dominicains d'origine haïtienne encore cette année.

Le Conseil National de la Migration (CNM) de République Dominicaine a annoncé le 27 juillet 2017 la prolongation pour un an des cartes de résidence provisoires octroyées dans le cadre du Plan National de Régulation des Etrangers (PNRE). Cette décision concerne environ 239 000 migrants, en majorité des ressortissants haïtiens. Malgré cela, les rapatriements se sont intensifiés début juillet avec un total de 4143 migrants qui ont traversé la frontière haïtiano-dominicaine dont 2170 rapatriés et 1973 retournés spontanés. Le GARR travaille avec plusieurs organisations partenaires en République

Dominicaine : le centre Culturel Haïtien, le Movimiento De Mujeres Dominico-Haitianas (MUDHA), L'observation Recherche Migrations, Ocha, Réseau Frontalier Jeannot Succès (RJFS). La nécessité de maintenir un dialogue ouvert avec l'Etat dominicain pour mieux gérer les problèmes binationaux et apporter des réponses concrètes au dossier migratoire, qui demeure source de discorde entre les deux Etats de l'île, est essentielle.

De nouvelles routes migratoires voient le jour. Aujourd'hui, les Haïtiens se tournent vers l'Amérique Latine et notamment vers le Mexique, le Chili et le Brésil, des pays qui les accueillent plus volontiers au contraire des Etats-Unis, de la République Dominicaine et des territoires français. Pour exemple, le Mexique a décidé d'accorder, en mai 2017, deux types de résidence pour les migrants haïtiens qui attendait sur le territoire de pouvoir partir vers les Etats-Unis.

Le Statut de protection temporaire (Tps), octroyé sous l'administration de l'ancien président américain Barack Obama, et qui a permis à des Haïtiennes et Haïtiens de s'établir en territoire américain après le séisme du 12 janvier 2010, arrivait à expiration le 22 juillet 2017. Accordé à plus de 58 000 migrants, il a finalement été prolongé de six mois, soit jusqu'en janvier 2018.

PROJET D'APPUI AUX MIGRANTS HAÏTIENS DANS LES TERRITOIRES FRANÇAIS

Le projet d'appui aux migrants haïtiens, soutenu par le CCFD-Terre Solidaire, avait impulsé l'animation d'ateliers de sensibilisation au départ (état civil et droit à l'identité) dans les zones de partance vers la Guadeloupe et la Guyane, à savoir respectivement Léogâne et Aquin. Cependant, ces ateliers ont connu ces deux dernières années un essoufflement lié aux difficultés économiques du projet. Avec l'obtention en 2016 du label Co-Développement Sud de la Mairie de Paris, un nouvel élan a pu être pris cette année. C'est ainsi qu'en mars 2017, le CHF a reçu Géralda Sainville, responsable de la communication et du plaidoyer au GARR. La dynamique de partenariat entre le CHF et le GARR s'est renforcée et la relance des ateliers de sensibilisation à l'état civil dans les zones de partance vers les territoires français en Haïti prouve la volonté de continuité dans ce projet (Leogâne et Aquin).



Atelier avec les formateurs de Léogâne et d'Aquin

Ces deux ateliers ont montré l'importance de relancer une dynamique d'appui au migrants haïtiens dans les zones de partance, avec une nécessité de renforcement des structures locales et une meilleure mise en réseau avec le GARR et le CHF. Une recherche de financements concernant la structuration de cette société civile devra également être menée par le GARR avec l'appui du CHF pour permettre aux organisations locales d'aller plus loin dans ce projet.

RENCONTRE AVEC LES ORGANISATIONS D'APPUI AUX MIGRANTS HAÏTIENS EN GUADELOUPE

Le CHF a mené une partie de la mission 2017 en Guadeloupe, assurant la continuité de ce qui avait été impulsé en 2013. Le projet d'appui aux migrants haïtiens mené en partenariat avec le GARR présente un volet en Outre-mer, dans le but de traiter les problématiques de façon globale. Cette rencontre a permis de réunir Amnesty Internationale, La Ligue des Droits de l'Homme, Tèt Kole, la Cimade et le CHF.

ACTUALITES SUR LA SITUATION DES MIGRANTS HAÏTIENS EN GUADELOUPE

La Guadeloupe compte environ 12 000 migrants haïtiens, pour la plupart regroupés dans un même quartier de Pointe-à-Pitre. Ils sont ici aussi très stigmatisés.

Il existe beaucoup d'abus concernant les rapatriements et les expulsions d'Haïtiens en Guadeloupe. Nombre d'expulsions sont aléatoires car parfois les autorités ne font pas passer les expulsés par le Centre de Retention Administrative (CRA) et les envoient directement dans l'avion.

Cette situation est permise car il existe une loi d'exception pour la Guadeloupe (ainsi que la Guyane) depuis 2007, qui facilite les démarches pour l'expulsion. Par exemple, les recours suspensifs n'ont pas cours ni en Guadeloupe, ni en Guyane.

PERSPECTIVES

Les organisations d'appui aux migrants haïtiens en Guadeloupe souhaitent mener conjointement une action de plaidoyer concernant la loi d'exception, afin que le droit français s'applique en Guadeloupe. Pour porter cette action de plaidoyer très largement, les organisations souhaitent commencer par un état des lieux commun. L'objectif est également d'occuper une présence continue auprès des autorités.



Rencontre avec les organisations d'appui aux migrants haïtiens en Guadeloupe

RENCONTRE AVEC LE CONSUL D'HAÏTI EN GUADELOUPE

La rencontre avec le Consul d'Haïti en Guadeloupe, Louis Lafontant, a commencé par une présentation du CHF et de ses activités, en zoomant bien sûr sur le projet d'appui aux migrants haïtiens mené en partenariat avec le GARR. Un point de contexte a permis de mieux comprendre les problématiques auxquelles font face les Haïtiens dans ce territoire.

Le Consulat d'Haïti en Guadeloupe apparaît comme un canal privilégié, comme le réel prolongement d'Haïti. Il remplit son rôle de représentant des ressortissants haïtiens et leur apporte l'appui demandé, tel un service de proximité par une présence physique et morale. Il collabore étroitement avec les organisations locales d'appui aux migrants haïtiens, mais il existe encore une marge pour

agir plus ; en recréant le collectif Altino, le dialogue avec le Consulat sera facilité et les Haïtiens se rassembleront plus aisément. Des stratégies communes pour mettre en place des actions de plaidoyer pourront être élaborées. « Faire silence, c'est être complice » rappelle Louis Lafontant.

Le Consul nous informe que le vice-consul, Casimir Mackenzie, travaille régulièrement avec la Cimade de Guadeloupe et la Police aux Frontières (PAF). Il mène des actions de défense des migrants envers la Préfecture et la Sous-Préfecture.

Le Consul appui les propos recueillis à la rencontre avec les organisations locales en ce qui concerne les difficultés liées au service des Archives Nationales. Ce problème autour de la délivrance d'actes de naissance entraine une hémorragie de faux papiers. Le Consulat s'est engagé à délivrer les documents en se rapprochant plus étroitement des Archives Nationales, mais surtout des agences qui ont les mêmes fonctions en Haïti mais dont les résultats sont bien plus visibles. Aujourd'hui, c'est environ 12 Haïtiens réguliers en Guadeloupe pour entre 25 et 30 000 haïtiens en situation irrégulière. Louis Lafontant conclut cette rencontre en insistant sur la nécessité du rassemblement de la communauté haïtienne. Si il y a une bonne concertation, la possibilité de s'associer pour le plaidoyer autour de la loi d'exception lui semble une démarche pertinente.



Rencontre au Consulat d'Haïti en Guadeloupe